

pouvoir en train de nous dire que s'ils l'avaient fait à l'époque nous n'aurions pas ces problèmes aujourd'hui.

Le ministre de l'Énergie a dit que l'idée d'une industrie pétrolière partiellement nationalisée n'aurait pas été acceptable aux yeux des Canadiens il y a dix ans de cela. C'est ainsi que les gouvernements libéraux successifs ont attendu que toutes les concessions pétrolières soient accordées pour passer à l'action ou plutôt annoncer qu'ils allaient le faire un de ces jours.

Un certain nombre de sociétés privées surtout des sociétés exploitant les richesses minérales ont su tirer partie de généreuses échappatoires fiscales. En sera-t-il de même pour ces industries une fois que le nickel et le fer sera épuisé? Le gouvernement va-t-il attendre ce moment-là pour agir en leur annonçant qu'il est prêt à les aider? Cela est fort possible à ce moment-là. Quand les richesses et les emplois auront disparu le gouvernement libéral passera à l'action. Ou bien il fera une propagande tapageuse pour dire qu'il va sévir un peu plus tard contre ces multinationales.

En ce qui concerne la Sysco, la Devco, la Chrysler, la de Havilland et la Massey-Ferguson et d'autres sociétés, le gouvernement a laissé les actionnaires empocher les bénéfices. Mais il est accouru à la rescousse quand les difficultés ont surgi. Si le gouvernement veut agir dans ces domaines, qu'il le fasse tout de suite. Demain, à la réunion de leur groupe, les députés ministériels devraient forcer le gouvernement à agir. Ce n'est pas parce qu'ils sont membres du parti au pouvoir qu'ils doivent se contenter de rester à l'arrière et d'approuver sans discuter. Qu'ils obligent le gouvernement à agir.

A chaque campagne électorale, les candidats libéraux disent aux électeurs qu'il faut être du côté ministériel pour faire bouger les choses. Peut-être le cas va-t-il se poser pour une subvention du MEER ou toute autre subvention. Monsieur l'Orateur, ils ne peuvent faire plus que l'opposition officielle pour obliger les ministres à agir de façon plus responsable. Mais nous avons l'avantage de pouvoir nous lever pour dénoncer les erreurs du parti en face et pointer du doigt nos difficultés. Nous pouvons leur suggérer des propositions et les autres en face ne peuvent rien dire. Naturellement, au moment du vote ce soir, vous allez vous lever à tour de rôle pour bêler comme des moutons.

Les libéraux ont perdu tout espoir de reconquérir l'Ouest parce qu'ils sont restés indifférents à ses problèmes pendant trop longtemps. Aujourd'hui, non seulement ils sont toujours peu soucieux des problèmes de l'Ouest, mais ils le sont également pour ceux de l'Est, des autochtones et des femmes. Les libéraux ont fait des gestes symboliques pour obtenir le soutien des divers groupes au moment des élections, à dessein de prouver qu'ils étaient des progressistes. Mais quand on examine la question de plus près, on s'aperçoit, par exemple, que lorsque le Conseil du Trésor, ou tout autre ministère, parle de défendre les droits des femmes, on ne prend aucune mesure concrète dans aucun de ces ministères.

● (2140)

Une voix: Que des mots.

M. Murphy: C'est cela, que des mots. Ce qui finit par arriver, naturellement, c'est qu'au bout d'un certain temps, les employés du gouvernement finissent par traîner leur employeur devant les tribunaux et le tribunal des droits de la personne pour le forcer à se conformer aux lois du Canada. Le

plus mauvais employeur du pays, c'est le gouvernement du Canada. Si une société privée qui est soumise aux lois fédérales n'observait pas les lois sur les droits de la personne, le gouvernement lui ferait immédiatement un procès, au lieu de se trouver comme c'est son cas maintenant sur la défensive et d'être menacé de poursuites judiciaires.

L'autre jour durant le débat sur le budget, le président du Conseil du Trésor, (M. Johnston) a dit que l'une des raisons pour lesquelles il allait proposer des avantages sociaux aux employées à temps partiel, c'était pour permettre aux femmes de travailler tout en s'occupant de leurs enfants. En ce moment, les traducteurs sont en grève, et la plus grande question en litige est celle des congés de maternité payés. On ne peut avoir aucune confiance en ce gouvernement. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy), qui est responsable de la condition féminine, raconte volontiers que le gouvernement a adopté des programmes concrets. En réalité qu'a-t-il introduit? Qu'est-ce que ce grand ministre, ce nouveau venu de l'Ouest nous a apporté?

M. Murphy: Un palliatif.

Mlle Jewett: Une charte ridicule.

M. Murphy: Une charte ridicule et la promesse de nouvelles études. Il est maintenant en train, comme grande mesure initiale, d'examiner quatre ministères, non pas avec l'intention de voir ce qui s'y passe ou quel remède pourrait y être apporté mais pour voir s'il y a un problème. Peu importe ce que la Fonction publique peut bien dire depuis des années ou ce que les divers conseils consultatifs recommandent, la seule réaction du gouvernement est: «Y a-t-il un problème? Nous allons faire effectuer une enquête.»

Mlle Jewett: Encore une étude.

M. Kristiansen: Ils feront faire un sondage.

M. Murphy: Un sondage, c'est bien ce qu'ils vont faire faire. Si le gouvernement s'intéressait réellement au sort des femmes, il passerait aux actes au lieu de se contenter de vaines paroles. Si ce gouvernement défendait véritablement les droits de la personne, il ne proposerait pas une charte des droits, mais se contenterait d'user des pouvoirs déjà à sa disposition. En ce qui concerne le budget, on ne nous présenterait pas ce torchon infâme mais un budget qui répondrait véritablement aux besoins des Canadiens, un budget qui viendrait en aide à toutes les régions, aux pêcheurs, aux mineurs et aux chômeurs.

M. Paproski: Et à la petite entreprise.

M. Murphy: Oui à la petite entreprise dans tout le pays. Je remercie le député de la ceinture agricole de son aide.

M. Paproski: Député d'Edmonton-Nord exactement.

M. Murphy: Je sais que dans quelques minutes, Madame le Président, vous allez procéder au vote. Je vois d'ailleurs nos braves moutons de Panurge libéraux rejoindre leurs places.

Des voix: Bêêê!

M. Lapointe (Beauce): On ne vous a pas encore enseigné la politesse.

M. Paproski: Et voici les dindons.

M. Murphy: Le problème, c'est que les députés libéraux qui viennent voter n'ont pas assisté au débat budgétaire ni entendu les conseils qu'on leur donnait. Il va de soi que les députés d'en